

Brevets—Loi

En tout cas, on dirait que le ministre ne sait pas de quoi il parle lorsqu'il prétend que Ralph Nader se trompe parce qu'il ne sait pas que nous avons un programme d'assurance-santé au Canada. Le ministre semble croire que les services médicaux au Canada sont comme une manne tombée du ciel, que les Canadiens ne participent pas à leur coût et que les sociétés peuvent gonfler indûment le prix des médicaments d'ordonnance. Apparemment, le ministre est d'accord parce que ce sont les provinces qui paieront. Si le ministre ne sait vraiment pas d'où l'argent provient, il devrait chercher à le savoir mais je crois qu'il le sait. A mon avis, il espère que la population ne le sait pas.

En fait, les régimes d'assurance-médicaments et d'assurance-maladie devront déboursier beaucoup plus que ce que sont prêts à leur verser les gouvernements comme celui de la Colombie-Britannique qui préconise la mise sur pied d'un double système, un système appauvri pour la plupart des gens et un système enrichi pour les riches. C'est à cela que conduira ce projet de loi.

M. Manly: Monsieur le Président, hier soir, il y a eu des audiences du comité chargé de l'examen de l'accord de libre-échange canado-américain, accord que le gouvernement actuel essaie de faire avaler aveuglément aux Canadiens. Le comité lui-même n'a pas le texte complet de cet accord. Néanmoins, il a entendu Mitchell Sharp, bien connu des Canadiens pour avoir déjà préconisé le libre-échange. Après avoir examiné ce qui a été rendu public de l'accord, il a déclaré qu'il ne pouvait pas l'appuyer parce qu'à son avis, il résulterait en une perte de la souveraineté canadienne au profit des États-Unis. Il affirme qu'il aboutira à . . .

M. Siddon: N'est-il pas libéral?

M. Manly: Il affirme qu'il aboutira à une grande . . .

M. Siddon: Les libéraux disent tous la même chose.

M. Manly: C'est un libéral. Parfois les libéraux ne sont pas tout à fait sûrs de ce qu'ils avancent, qu'ils soient en faveur de quelque chose ou contre. Ils sont en quelque sorte comme les progressistes conservateurs. Juste avant les dernières élections, pendant la campagne à la direction de leur parti, les progressistes-conservateurs étaient tous contre le libre-échange parce que si la souris canadienne partageait le lit de l'éléphant américain, elle serait vite écrasée dès que celui-ci se retournerait.

Les libéraux éprouvent parfois le même problème que les conservateurs. D'une fois à l'autre ils ne tiennent pas toujours le même discours. Néanmoins, je voudrais connaître l'avis de mon collègue sur la déclaration de Mitchell Sharp selon laquelle l'accord de libre-échange obligerait fortement le Canada à aligner ses lois sur celles des États-Unis et à rendre nos politiques et nos programmes sociaux conformes à ceux des Américains. Le projet de loi C-22 n'en constitue-t-il pas un exemple?

Alors que nous avons, au Canada, une loi avantageuse pour l'ensemble des Canadiens, voici que pour plaire aux États-Unis et leur faire accepter l'accord de libre-échange, on a pris l'initiative d'apporter à la Loi sur les brevets des modifications qui vont à l'encontre des intérêts des Canadiens. Je voudrais que mon collègue nous dise ce qu'il pense de cette déclaration de M. Mitchell Sharp.

• (1640)

M. Heap: Monsieur le Président, M. Mitchell Sharp faisait apparemment allusion au fait que la principale critique des Américains à l'endroit de l'économie canadienne tourne autour de la question des subventions. Les Américains veulent considérer comme des subventions ce que les Canadiens ont obtenu de haute lutte comme législation sociale, soit l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, la péréquation régionale et ainsi de suite. Les Américains veulent nous accuser d'utiliser ces choses comme des subventions pour tout ce que nous pouvons exporter, qu'il s'agisse de bois d'oeuvre, de poisson ou d'acier. Ils vont user de la même argumentation contre le système d'assurance-maladie si nous essayons seulement d'accroître les prestations afin de couvrir les prix exorbitants que le gouvernement va obliger les Canadiens à payer pour leurs médicaments. Les Américains vont dire que ce sont là des subventions et nos produits vont être exclus des États-Unis parce que notre gouvernement va payer les frais médicaux imposés aux Canadiens en vertu de ce projet de loi.

M. le vice-président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. le vice-président: Le député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly) a la parole pour participer au débat.

M. Manly: Monsieur le Président, je m'étonne qu'on songe à mettre maintenant cette importante question aux voix. Seulement en rappel du Règlement, je tiens à dire que je ne crois certes pas que la Chambre est prête à se prononcer. La députée de Vancouver-Est . . .

M. McDermid: Elle n'était même pas à la Chambre lorsqu'on a demandé le vote.

M. Manly: . . . est disposée à prendre la parole et, seulement en rappel du Règlement, je dirai que je ne crois pas que nous soyons prêt à nous prononcer.

Des voix: Le vote!

M. le vice-président: La députée de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell) a la parole pour participer au débat.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Merci beaucoup, monsieur le Président. L'autobus était un peu lent. Je m'en excuse.